



MINISTÈRE DES ARMÉES

# Cahier des Clauses Particulières

**Objet du marché :**

**Acquisition de Câbles**

**N° Chorus court :**

**CCP** du 31 mars 2021



**DIRECTION INTERARMEES DES RESEAUX  
D'INFRASTRUCTURE ET DES SYSTEMES  
D'INFORMATION DE LA DEFENSE**

Centre National de Soutien Opérationnel – 75 rue du Parc - BP 95249 - 45052 Orléans cedex 1  
Département Ingénierie Prescription et Marchés – Section Passation des Marchés  
Téléphone : 02 38 65 23 57 – Courriel : [annie.doulcet@intradef.gouv.fr](mailto:annie.doulcet@intradef.gouv.fr)

CCP n° 2021\_002\_038

TABLE DES MATIERES

<b>ARTICLE 1</b>	<b>OBJET DU MARCHE .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2</b>	<b>MODE DE PASSATION.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3</b>	<b>FORME DU MARCHE.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4</b>	<b>IDENTIFICATION DES COCONTRACTANTS .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 5</b>	<b>ALLOTISSEMENT DU MARCHE .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 6</b>	<b>DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 7</b>	<b>DUREE DU MARCHE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 8</b>	<b>CONTENU DES PRESTATIONS.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 9</b>	<b>MODALITES D’EXECUTION DU MARCHE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 10</b>	<b>VERIFICATIONS, ADMISSION, AJOURNEMENT OU REJET .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 11</b>	<b>PRIX DU MARCHE.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 12</b>	<b>FACTURATION ET MODALITES DE REGLEMENT.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 13</b>	<b>PENALITES.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 14</b>	<b>GARANTIE .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 15</b>	<b>RESILIATION.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 16</b>	<b>REGLES DE SECURITE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 17</b>	<b>LANGUE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 18</b>	<b>ENTREPRISE EN DIFFICULTE SUR LE PLAN JUDICIAIRE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 19</b>	<b>DIFFERENDS ET LITIGES .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 20</b>	<b>PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET DE L’ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 21</b>	<b>DEROGATION AU CCAG.....</b>	<b>8</b>
Annexe 1 : Attestation .....		9
Annexe 2: Bordereau des Prix Unitaires .....		10

**ARTICLE 1      OBJET DU MARCHÉ**

Acquisition de câbles.

**ARTICLE 2      MODE DE PASSATION**

Marché à procédure adaptée passé en application des dispositions de l'article R2123-1 du livre I du Code de la Commande Publique, décret 2018-1075 du 3 décembre 2018.

**ARTICLE 3      FORME DU MARCHÉ**

Ce marché est un marché simple.

**ARTICLE 4      IDENTIFICATION DES COCONTRACTANTS**

ACHETEUR

dénomination	Ministère des armées <b>Centre National de Soutien Opérationnel</b>
adresse	75, rue du Parc- BP 95249 45052 ORLEANS Cedex 1

TITULAIRE

Société titulaire	
adresse	
SIRET	
téléphone	
Contact/courriel	
Compte ouvert au nom de	

**ARTICLE 5      ALLOTISSEMENT DU MARCHÉ**

La consultation comporte 2 lots :

- Lot n° 1 : câbles réseaux,
- Lot n° 2 : câbles téléphoniques.

## **ARTICLE 6      DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant, dont l'original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi :

- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes : Attestation et Bordereau des Prix Unitaire (BPU),
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG/FCS du 31 mars 2021) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services.

## **ARTICLE 7      DUREE DU MARCHE**

Le présent marché débute à compter de sa date de notification et prend fin à la date de réception des prestations.

La date de notification est la date de réception par le titulaire du présent document signé des deux parties et accompagné de son bon de commande.

## **ARTICLE 8      CONTENU DES PRESTATIONS**

Les différents équipements sont énumérés dans le bordereau des prix (BPU), annexé à l'acte d'engagement. Le titulaire s'engage à fournir des produits neufs.

Les références indiquées le sont à titre indicatif. Des solutions équivalentes peuvent être proposées.

## **ARTICLE 9      MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE**

### **9.1 Notification du marché**

Le marché sera notifié au titulaire sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) avec un lien de téléchargement obligatoire faisant office d'accusé de réception.

### **9.2 Délai d'exécution des prestations**

Le délai de livraison renseigné dans le BPU est contractuel. Ce délai s'entend en jours calendaires.

Il prend effet à compter de la date figurant sur l'accusé de réception de notification du marché et se termine à la livraison du matériel. La date d'expiration du délai d'exécution est la date de la livraison.

Si le délai de livraison inclut la semaine 51, 52 ou la 1ère semaine de l'année qui suit, il est prolongé de quinze jours.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter le délai de livraison, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un évènement ayant caractère de force majeure, il peut demander une prolongation de délai au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur notifie par écrit sa décision au titulaire.

Aucune demande de prolongation du délai de livraison ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

**Attention ! Le non-respect des délais de livraison entraîne l'application de pénalités de retard prévu à l'article 13 du présent document.**

### **9.3 Lieu de livraison / d'exécution.**

CNSO/DIVLOG /Admin commandes  
20 rue de la croix Fauchet  
45000 ORLEANS

La livraison est obligatoirement accompagnée d'un bon de livraison numéroté sur lequel est inscrit le numéro de commande.

Par dérogation à l'article 20 du CCAG/FCS, l'emballage, conforme aux normes en vigueur dans le commerce sera de préférence de type "perdu et recyclable".

Le CNSO, soucieux de suivre les engagements du ministère des armées en matière de développement durable, impose une livraison unique.

#### **9.4 Contacts / Interlocuteurs.**

Titulaire : Voir l'article 4

Prescripteur : [jean-claude.matha@intradef.gouv.fr](mailto:jean-claude.matha@intradef.gouv.fr) ☎ 02 38 65 22 24

Correspondant administratif : [annie.doulcet@intradef.gouv.fr](mailto:annie.doulcet@intradef.gouv.fr) ☎ 02 38 65 23 57

### **ARTICLE 10 VERIFICATIONS, ADMISSION, AJOURNEMENT OU REJET**

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, le titulaire ne sera pas convié aux opérations de vérification.

La marchandise livrée sera examinée par une commission de réception dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la date de livraison.

A l'issue, le responsable établit un **procès-verbal de réception** (PVR) et en transmet une copie à :

[cnso-sicl-daog-service-fait.charge-suivi.fct@intradef.gouv.fr](mailto:cnso-sicl-daog-service-fait.charge-suivi.fct@intradef.gouv.fr)

Passé ce délai, la décision d'admission est réputée acquise.

### **ARTICLE 11 PRIX DU MARCHE**

Les prix sont unitaires.

Les prix figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé au CCP. Ils sont fermes et définitifs.

Les prix comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres. Ils comprennent également, tous les frais et toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, aux risques techniques et économiques prévisibles ainsi que la livraison franco de port.

### **ARTICLE 12 FACTURATION ET MODALITES DE REGLEMENT**

**Le marché est payable après réception du matériel et validation du service fait.**

Le mode de règlement est le virement administratif.

#### **13.1 Délai global de paiement et intérêts moratoires**

Le délai maximum de paiement est de trente (30) jours calendaires à compter de la date :

- de réception de la facture dématérialisée par le service exécutant de la DIRISI ;
- ou de la date d'exécution des prestations, portée sur le procès-verbal de réception de service fait, si elle est postérieure à la date de réception de la facture dématérialisée ;
- Le défaut de paiement dans les délais fait courir, de plein droit et sans formalités, des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement aux bénéfices du titulaire. Le taux des éventuels intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêts de la principale activité de refinancement de la banque centrale européenne (BCE) augmenté de 8 points.

### **13.2 Etablissement et remise des factures**

Dans le cadre de la politique de dématérialisation engagée par l'Etat, la transmission des factures s'effectue uniquement **par voie dématérialisée** via le portail Chorus Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire s'inscrit sur ce portail afin d'y déposer ses factures, soit en les saisissant en ligne, soit en les déposant en format PDF.

**ATTENTION : Les trois mentions suivantes doivent impérativement être portées sur vos factures afin que celles-ci soient traitées :**

- le destinataire qui est l'Etat ainsi que son numéro de SIRET qui est **11000201100044** ;
- Le code « service exécutant » de la DIRISI qui est le **D2966J5094** ;
- le **numéro d'engagement juridique** (10 chiffres et commençant par un nombre allant de 10 à 22 inscrit sur le CCP ou le bon de commande)

***Le non-respect de cette obligation entraînera systématiquement le rejet du paiement de la facture.***

De plus, outre les mentions légales décrites à l'art.L441-9 du code du commerce, les factures portent obligatoirement les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier ;
- L'adresse de facturation ;
- Le n° de SIRET du titulaire ;
- Le RIB du titulaire ou la société d'affacturage, le cas échéant ;
- La date de notification de marché ;
- Les montants HT et TTC des prestations exécutées, ainsi que le taux et le montant de la TVA ;
- Le numéro et la date d'émission de la facture ;
- Le numéro d'agrément ou le numéro de déclaration d'existence de la société si la société est non assujettie à la TVA.

**Duplicata** : la mention « DUPLICATA » doit apparaître distinctement sur la facture.

Pour toute information concernant les factures, le titulaire peut s'adresser à l'adjoint au chef du bureau « exécution financière » (téléphone : 01.56.20.34.40 – courriel : [dc-dirisi-scm.exfi-accueil-suivi-fct@intradef.gouv.fr](mailto:dc-dirisi-scm.exfi-accueil-suivi-fct@intradef.gouv.fr)).

### **ARTICLE 13 PENALITES**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, les pénalités de retard seront calculées en application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{500}$$

**P** : montant H.T. de la pénalité

**V** : valeur H.T. des prestations en retard ou dont l'utilisation se trouve retardée

**R** : nombre de jours de retard

### **ARTICLE 14 GARANTIE**

Conformément à l'article 33 du CCAG/FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale de 1 an.

### **ARTICLE 15 RESILIATION**

La résiliation du marché peut être prononcée conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS.

## **ARTICLE 16 REGLES DE SECURITE**

Le titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu communication à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objet ne peuvent pas, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualités pour en connaître.

Le titulaire et la personne publique s'engagent, chacun pour sa part, à ne pas divulguer toute information confidentielle en provenance de l'autre partie qui pourrait leur parvenir à l'occasion du marché.

## **ARTICLE 17 LANGUE**

Conformément à la législation en vigueur, l'ensemble des pièces du marché et la documentation sont rédigés en français sachant que, dans ce cas, seule la version française fait foi.

Toutes les correspondances et les documentations techniques relatives à l'exécution du présent marché seront rédigées en français.

## **ARTICLE 18 ENTREPRISE EN DIFFICULTE SUR LE PLAN JUDICIAIRE**

Toute entreprise en difficulté sur le plan judiciaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser au Centre National de Soutien Opérationnel, dans les QUINZE jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire ainsi qu'une copie de tous documents afférents aux autorisations de poursuite d'activités du titulaire, dans le cadre de l'exécution du marché.

## **ARTICLE 19 DIFFERENDS ET LITIGES**

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tous les différends qui pourraient survenir relatifs à l'interprétation ou à l'exécution du présent marché.

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Le tribunal administratif compétent est le :

Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie 45000 ORLÉANS.

Interlocuteur PME/PMI :

Chef du bureau marchés : Mr ZANARDO Philippe

Téléphone : 02 38 65 23 69

Courriel : [philippe.zanardo@intradef.gouv.fr](mailto:philippe.zanardo@intradef.gouv.fr)

## **ARTICLE 20 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Le titulaire est soumis aux obligations des lois et règlements en vigueur relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail, le pouvoir adjudicateur pourra demander au titulaire la preuve du respect de ces obligations.

Dans le cadre du développement durable, aucune livraison partielle ne sera acceptée. De plus, le CNSO demande au titulaire de prendre en considération l'impact prévu en termes de déchets finaux et de réduire le nombre d'emballages à la source tout en assurant l'intégralité du matériel à livrer.

**ARTICLE 21 DEROGATION AU CCAG**

L'article 9.3 déroge à l'article 20 du CCAG/FCS

L'article 10 déroge à l'article 27.3 du CCAG/FCS

L'article 13 déroge à l'article 14.1 du CCAG/FCS

A .....le .....	A .....le .....
<b>Le Titulaire</b>	<b>Le Pouvoir Adjudicateur</b>
Tampon de la société, nom du signataire et signature	



## **Annexe 1 : Attestation**

Je soussigné, M. ...., représentant la société .....certifie et atteste sur l'honneur :

- être habilité à représenter et engager ladite société pour le présent marché public,
- respecter l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L.5212-4 du nouveau code du travail,
- avoir souscrit toutes les déclarations fiscales et sociales, avoir effectué les paiements des impôts et cotisations exigibles au 31 décembre de l'année précédente,
- que la personne morale et les personnes physiques ne sont pas en état de liquidation judiciaire ou de faillite personnelle et ne font pas l'objet de procédure équivalente régie par un droit étranger,
- ne pas faire l'objet d'un redressement judiciaire ou dans ce cas a été habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible du marché (cf. justificatif à joindre),
- qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1 à L. 8221-2, L. 8221-3 à L.8221-5, L. 5221-8 à L. 8251-1, L. 8231-1 et L. 8241-1 à L. 8241-2 du nouveau code du travail,
- ne pas faire l'objet d'une interdiction de concourir.

Nom, prénom et fonction du signataire  
cachet de la société  
lu et approuvé, daté, signé

## ***Annexe 2: Bordereau des Prix Unitaires***